



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

This document contains a security requirement.

Ce document contient une condition de sécurité.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Maintenance & Professional Consulting Services
Division (FK)

11 Laurier St./ 11, rue Laurier

3C2, Place du Portage, Phase III

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Federal Building Initiative Project	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN438-181077/A	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client 20181077	Date 2018-02-14
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FK-289-73680	
File No. - N° de dossier fk289.EN438-181077	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-03-21	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Maquiling(fk div), Amalia O.	Buyer Id - Id de l'acheteur fk289
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4886 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-3600
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification 002 de l'invitation à soumissionner est émise pour:

1. Modifié Appendice D – Certificats d'assurance

1. Modifié **Appendice D – Certificats d'assurance**

Supprimer : **Appendice D – Certificats d'assurance** dans sa totalité; et

Insérer: Ce qui suit, le nouvel **Appendice D – Certificats d'assurance**

(Veuillez trouver ci-joint)

**** Veuillez noter que les réponses aux questions reçues de l'industrie suivront****

Aucun autre changement ne s'applique

CERTIFICAT D'ASSURANCE

Remarque à l'intention de l'agent de négociation des contrats – Remplir les zones Description, N° de contrat, Emplacement et Date d'attribution. Les types d'assurance doivent également être supprimés, et les directives connexes ne sont pas requises.

Instructions aux ESE.

- 1) Les exigences d'assurance sous (A) et (F) – exigence d'assurance minimale immédiate – doivent être livrées à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada dans les dix (10) jours suivant l'attribution du contrat.
- 2) Les exigences d'assurance sous (B), (C), (D) et (E) – doivent être livrées à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada dans les trente (30) jours suivant l'acceptation de la vérification de l'énergie.

CONTRAT

Description des travaux : _____ N° de contrat _____ Date d'attribution _____

Emplacement _____

ASSUREUR

Nom _____

Adresse _____

ASSURÉ

Nom de l'ESCO _____

Adresse _____

Région _____

Adresse _____

COURTIER

Nom _____

Adresse _____

ASSURÉ DÉSIGNÉ ADDITIONNEL

Sa Majesté la Reine du chef du Canada
représentée par le ministre des Travaux publics
et des Services gouvernementaux Canada (TPSGC)

Le présent document atteste que les polices d'assurance suivantes sont actuellement en vigueur et qu'elles couvrent toutes les activités de l'assuré en lien avec le marché conclu entre l'assuré désigné et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada :

Type d'assurance	Nom de l'assureur et n° de la police	Date d'entrée en vigueur J/M/A	Date d'expiration J/M/A	Plafonds de garantie			
				Par événement	Global général annuel	Global – Risque après travaux	
A) Responsabilité civile générale				\$	\$	\$	
B) Responsabilité civile complémentaire/excédentaire				\$	\$	\$	
C) Assurance des chantiers/Risques d'installation				\$			
D) Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement				\$			
E) Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions				\$			
F) Assurance responsabilité civile automobile				\$			

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur et comprennent les garanties et dispositions applicables de la prochaine page du Certificat d'assurance, y compris le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) (l')assureur(s) (cadre, agent, courtier) Numéro de téléphone _____

Signature et date (J/M/A) _____

CERTIFICAT D'ASSURANCE

<p>Généralités</p> <p>Les polices exigées à la page 1 de l'attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le type d'assurance correspondant de cette page-ci.</p> <p>Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.</p> <p>Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.</p> <p>Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la garantie prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie pour chacun d'eux.</p>	<p>Responsabilité civile générale</p> <p>La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire 2100 du Bureau d'assurance du Canada.</p> <p>La police d'assurance doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Dynamitage b) Battage de pieux et travaux de caisson c) Reprise en sous-œuvre d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant tout terrain ou structure, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré. <p>La police doit au moins comporter les limites inférieures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un « plafond par sinistre » d'au moins 5 000 000 \$; b) un « plafond global général » d'au moins 10 000 000 \$ par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujéti à une telle limite; c) un « plafond pour risque produit/après travaux » d'au moins 5 000 000 \$. <p>Une assurance responsabilité civile complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.</p>	<p>Assurance des chantiers/Risques d'installation</p> <p>La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par la plus récente édition des formulaires 4042 et 4047 du Bureau d'assurance du Canada.</p> <p>Le contrat doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.</p> <p>Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes et dommages occasionnés par l'amiante, les champignons et spores, le cyberterrorisme et le terrorisme.</p> <p>La police doit avoir une limite qui n'est pas inférieure à la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et l'équipement fournis par le Canada sur le chantier pour être incorporés aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, la police doit être modifiée pour refléter la valeur révisée du contrat.</p> <p>La police doit stipuler que toute indemnité en vertu de celle-ci doit être payée au Canada ou selon les directives du Canada conformément à la CG 10.2, « Indemnité d'assurance » (https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2900D/2).</p> <p>La police doit fournir une garantie pour la mise à l'essai et la mise en service.</p>
<p>Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement</p> <p>1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une « police d'assurance responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution » d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.</p> <p>2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la garantie doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.</p> <p>3. La « police d'assurance responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution » doit comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. b) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police. c) Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux. 		

d) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

e) Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par l'intermédiaire d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du chantier où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.

Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#) (L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1), si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur, Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, salle SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, tour Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il est en désaccord avec un règlement proposé et approuvé par l'assureur de l'entrepreneur et le(s) plaignant(s) qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de la poursuite intentée contre le gouvernement du Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur de toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du gouvernement du Canada.

Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par perte et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la garantie doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. L'avenant suivant doit être inclus :

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile automobile d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a. assurance de responsabilité civile – limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - b. assurance individuelle – lois de toutes les provinces et de tous les territoires;
 - c. garantie non-assurance des tiers;
 - d. avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.